

# **L'Amicale francophone de York**

## **COMMUNIQUÉ**

Pour diffusion immédiate

### **L'Amicale Francophone de York s'indigne de la liquidation annoncée du campus Glendon**

#### **Un nouveau coup porté au fait français en Ontario**

Toronto, le 19 mai 2026. L'Amicale Francophone de York apprend avec indignation la proposition rendue publique par la rectrice intérimaire et vice-présidente aux affaires académiques de l'Université York, Mme Laina Bay-Cheng, de déraciner le Collège Glendon de son campus historique pour le reloger sur le campus Keele, dans les locaux de l'École de formation continue. Annoncée par courriel un jour férié, à la veille d'une couverture médiatique imminente et à vingt-quatre heures d'une réunion extraordinaire du Conseil de la Faculté, cette « proposition » porte tous les stigmates d'une décision déjà prise que l'on cherche à habiller des oripeaux de la collégialité.

Nous refusons cette mise en scène. Nous refusons d'être les complices silencieux d'un nouveau recul du fait français en Ontario.

#### **Un campus, une communauté, une mission**

Fondé en 1959 comme premier établissement de l'Université York et inauguré dans l'ancien domaine Wood, Glendon est, depuis sa création, porteur d'une mission singulière : former dans deux langues des citoyennes et citoyens appelés à servir le Canada bilingue. Glendon demeure, à ce jour, le seul campus universitaire au Canada à offrir des baccalauréats internationaux bilingues dans l'ensemble de ses programmes. Près du tiers de sa population étudiante est francophone et il accueille des étudiantes et étudiants venus de plus de cent pays, du Québec, de la France, d'Haïti, de la Belgique, du Maroc, de l'Algérie, et bien au-delà.

Cette singularité n'est pas un accident administratif que l'on peut « réorganiser » sans dommage. Elle est le fruit de plus de soixante-cinq ans d'engagement universitaire et communautaire. Elle est inscrite dans la désignation partielle de l'Université York sous la *Loi sur les services en français*. Elle est portée chaque jour par un corps professoral, un personnel et une population étudiante qui ont fait du bilinguisme un mode d'être au monde, et non un simple « parcours » à intégrer dans une autre Faculté.

Réduire Glendon à un « collège » sans statut de Faculté, le déloger de son cadre, disperser son corps professoral dans des unités majoritairement anglophones du campus Keele : ce

n'est pas renforcer la mission bilingue de York. C'est l'éteindre à petit feu, sous couvert d'optimisation.

### **Une décision qui s'inscrit dans une longue série de reculs**

L'indignation que nous exprimons aujourd'hui n'est pas isolée. Elle s'inscrit dans la mémoire vive d'une communauté qui n'a cessé, depuis des décennies, de devoir défendre son existence institutionnelle.

Les Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens se souviennent de novembre 2018, lorsque le gouvernement provincial a annoncé, dans une simple phrase dissimulée dans une mise à jour économique, l'abolition du Commissariat aux services en français et l'annulation du financement de l'Université de l'Ontario français. Il a fallu la plus vaste mobilisation francophone depuis la bataille pour Montfort pour obtenir un recul partiel.

Ils se souviennent aussi du printemps 2021 à l'Université Laurentienne de Sudbury, lorsque l'établissement, recourant pour la première fois dans l'histoire universitaire canadienne à une procédure conçue pour les entreprises privées en faillite, a aboli des dizaines de programmes, dont près de la moitié de son offre francophone, et licencié une centaine de professeurs et de professeures. Le berceau institutionnel de l'Ontario français du Nord en est sorti durablement diminué, et les étudiantes et étudiants francophones du Nord en paient encore le prix aujourd'hui.

Les Franco-Ontariens observent enfin, depuis le recensement de 2021, que le poids démographique des francophones en Ontario continue de s'éroder. Le français hors Québec tend de plus en plus à être perçu comme une langue utilitaire, et non comme un vecteur culturel et intellectuel à part entière. Dans ce contexte, chaque institution francophone qui disparaît, ou que l'on vide de sa substance, accélère ce glissement.

À chaque fois, le scénario se répète. On invoque la rationalité budgétaire. On promet que la « mission » sera préservée, sans les murs, sans les programmes, sans les professeurs, sans la communauté qui en faisait la chair. À chaque fois, ce sont les institutions francophones qui passent au couperet en premier. Glendon ne sera pas la prochaine victime de cette logique de minorisation.

### **Une « proposition » qui n'en est pas une**

L'administration affirme qu'il ne s'agit que d'une proposition soumise à la gouvernance collégiale, dont l'avenir dépendra entièrement de l'appui des collègues. Nous voulons croire à cet engagement. Mais nous notons aussi :

- Que cette « proposition » a été acheminée par courriel un jour férié, à la veille d'une fuite médiatique, dans une chronologie qui ne témoigne ni de la transparence ni du respect dû au Conseil de la Faculté.

- Qu'un bâtiment de remplacement a déjà été identifié sur le campus Keele, adjacent au Centre Bennett, avec une description quasi promotionnelle.
- Que la diminution des inscriptions à Glendon, invoquée comme principale justification, est elle-même le résultat direct des sous-investissements répétés de l'administration centrale : entretien différé, renouvellement professoral entravé, services et cours réduits, communications et recrutement insuffisants. On affame d'abord, puis on déclare qu'il n'y a plus assez à manger pour justifier le maintien du restaurant.

Nous connaissons par expérience le mécanisme à l'œuvre dans ce type de processus. L'administration se présente comme « ouverte au dialogue », tient deux ou trois rencontres dont elle contrôle l'ordre du jour, recueille des « rétroactions » qu'elle traite à sa discrétion, puis met en œuvre rapidement ce qu'elle avait l'intention de faire dès le départ. La consultation devient un théâtre dont le dénouement est écrit avant le lever du rideau. Les francophones d'Ontario ont déjà payé ce prix ailleurs. Nous refusons de le payer à Glendon.

### **Nos revendications**

L'Amicale Francophone de York exige :

1. Le retrait pur et simple de la proposition de déménagement et de déclassement de Glendon en collège dépendant.
2. Le maintien intégral de Glendon comme Faculté autonome de l'Université York, sur son campus historique, avec son corps professoral, son administration, ses programmes et son identité.
3. Un réinvestissement structurel et pluriannuel dans les programmes francophones, l'entretien des bâtiments, le renouvellement du corps professoral et le recrutement étudiant à Glendon.
4. Le respect intégral des processus collégiaux prévus par les statuts de l'Université et par la convention collective du corps professoral, y compris des délais suffisants, des documents complets et une participation pleine et entière des instances concernées avant toute orientation.
5. Une consultation véritable, transparente et publique de la communauté franco-ontarienne, des associations étudiantes, des diplômé·e·s, du personnel, du corps professoral et des partenaires communautaires.
6. Une intervention de la ministre des Affaires francophones de l'Ontario, du Commissaire aux services en français et de la ministre fédérale des Langues officielles afin que les obligations linguistiques de l'Université York en vertu de la Loi sur les services en français soient pleinement respectées.

### **Un appel à la mobilisation**

L'Amicale Francophone de York appelle l'ensemble de la communauté universitaire de Glendon et de Keele, les diplômé·e·s, les associations étudiantes, le syndicat du corps professoral, le personnel de soutien, les organismes franco-ontariens, les partenaires de la

francophonie canadienne et internationale, les élu·e·s de tous les paliers et l'ensemble des Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens à se mobiliser pour défendre Glendon.

Nous serons présent·e·s à la réunion extraordinaire du Conseil de la Faculté de Glendon le mercredi 20 mai 2026. Nous serons présent·e·s à toutes les consultations à venir. Nous serons présent·e·s sur la place publique aussi longtemps qu'il le faudra.

Le fait français en Ontario n'est pas une variable d'ajustement budgétaire. Glendon n'est pas à vendre, ni à déménager, ni à dissoudre.

*Nous sommes, nous restons.*

L'Amicale Francophone de York  
Toronto, le 21 mai 2026